

## PÉTITIONS

## RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

**M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 106(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement aux deux pétitions nos 331-486 et 331-518.

\* \* \*

## LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

RAPPORT DU GROUPE CANADIEN DE L'UNION  
INTERPARLEMENTAIRE—LA 6<sup>E</sup> CONFÉRENCE SUR LA  
COOPÉRATION ET LA SÉCURITÉ EN EUROPE

**M. Benno Friesen (Surrey—White Rock—Delta-Nord):** Monsieur le Président, conformément à l'article 101 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation parlementaire officielle du groupe canadien de l'Union interparlementaire à la sixième conférence interparlementaire sur la coopération et la sécurité en Europe, conférence qui s'est tenue à Bonn du 26 au 31 mai 1986.

\* \* \*

[Français]

## COMITÉ DE SÉLECTION

PRÉSENTATION DU 39<sup>E</sup> RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

**M. Scott Fennell (Ontario):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le trente-neuvième rapport du Comité de sélection.

(*Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.*)

\* \* \*

## PÉTITIONS

ON DEMANDE LA RÉVOCATION DES CHANGEMENTS RELATIFS  
AUX PRÉRETRAITÉS

**M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent):** Monsieur le Président, il est de mon devoir de présenter à cette Chambre deux pétitions venant de commettants de ma circonscription, soit des villages de Richibucto, de Cocagne, de Harcourt. Ces pétitions se rapportent aux changements qui ont été apportés à la Loi sur l'assurance-chômage en janvier dernier et réclament la révocation de ces changements qu'eux considèrent injustes envers les préretraités.

LES EFFORTS DU GOUVERNEMENT VISANT À DÉVELOPPER LA  
PAIX DANS LE MONDE—L'APPUI DES ÉTUDIANTS

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, il s'agit d'une pétition de la part de jeunes étudiants et étudiantes de la Polyvalente de Lévis et du CEGEP Lévis-Lauzon qui nous

## Rapports de délégations interparlementaires

transmettent une pétition. C'est un message de paix qui appuie notre gouvernement dans ses efforts visant à développer la paix dans le monde.

[Traduction]

LA CLINIQUE MORGENTALER À TORONTO—ON DEMANDE LA  
SUPPRESSION DES RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX FORCES  
POLICIÈRES

**M. A. H. Harry Brightwell (Perth):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition de gens de ma circonscription, Perth, qui demandent que les forces policières de la région métropolitaine de Toronto soient dégagées de toutes les restrictions qui leur ont été imposées concernant les accusations aux termes de l'article 251 du Code criminel, afin qu'elles puissent porter des accusations contre les exploitants de ce que l'on appelle la clinique Morgentaler. Les gens de ma circonscription croient que pratiquer un avortement illégal est un affront aux citoyens canadiens respectueux des lois.

\* \* \*

## LA LOI SUR LA MONNAIE

## MESURE MODIFICATIVE

**L'hon. Stewart McInnes (ministre des Approvisionnements et Services)** demande à présenter le projet de loi C-118, tendant à modifier la Loi sur la monnaie.

**M. le Président:** La Chambre permet-elle au ministre de présenter le projet de loi?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1<sup>re</sup> fois et l'impression en est ordonnée.)

\* \* \*

MOTION D'AJOURNEMENT AUX TERMES DE  
L'ARTICLE 29 DU RÈGLEMENTLA DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD—LA  
RÉPONSE DU CANADA

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** En conformité des dispositions de l'article 29 du Règlement, monsieur le Président, je propose l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence, à savoir, la détérioration de la situation en Afrique du Sud et le besoin urgent d'une réponse efficace du Canada. La raison pour laquelle je demande maintenant la tenue d'un débat d'urgence a été clairement explicitée au cours de la période des questions. La situation en Afrique du Sud évolue et empire d'heure en heure. C'est maintenant que nous devons agir.